

Banque Mondiale : l'extrême pauvreté doit disparaître en 2030

Les réunions de printemps de la Banque Mondiale



& du Fond Monétaire International (FMI)

vont débiter le 19 avril.

La [Banque mondiale](#) veut éradiquer l'extrême pauvreté à l'horizon 2030

Et pour cela elle veut faire pression sur la communauté internationale pour qu'elle fasse tout pour atteindre cet objectif.

Des efforts ont été faits pour la réduction de la pauvreté, grâce à la hausse du niveau de vie en Chine. Le pourcentage de la population mondiale qui vit avec moins de 1,25 \$ par jour est tombé de 42% à 21% durant les 25 ans passés .

La Banque Mondiale veut faire baisser ce pourcentage à 3% en 2030.

L'Histoire :

La **Banque mondiale** (parfois abrégée **BM**) regroupe 5 institutions internationales : la [Banque internationale pour la reconstruction et le développement](#) (BIRD), l'[Association internationale de développement](#) (AID, ou IDA), créées pour lutter contre la [pauvreté](#) en apportant des aides, des

financements et des conseils aux [États](#) en difficulté^[1], la Société Financière Internationale (IFC), l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) et le Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux investissements (CIRDI).

Son siège est à [Washington](#). Le président est élu pour cinq ans par le Conseil des Administrateurs de la Banque. Elle fait partie des [institutions spécialisées](#) du système de l'[Organisation des Nations unies](#) (ONU).

Elle publie tous les ans une contribution sur un thème du développement dans son [World Development Report](#)

Elle fut créée le [27 décembre 1945](#) sous le nom de *Banque internationale pour la reconstruction et le développement* après signature de l'accord [Bretton Woods](#) du [1^{er}](#) au [22 juillet 1944](#). Le [9 mai 1947](#), elle approuva son premier prêt, qui fut accordé à la [France](#) pour un montant de 250 millions de [dollars](#) (en valeur actualisée, il s'agit du plus gros prêt consenti par la Banque)^[2].

La Banque mondiale a été créée principalement pour aider l'[Europe](#) et le [Japon](#) dans leur reconstruction, au lendemain de la [Seconde Guerre mondiale](#), mais avec le mouvement de décolonisation des années 1960, elle se fixa un objectif supplémentaire, celui d'encourager la croissance économique des [pays en voie de développement](#) africains, asiatiques et latino-américains.

Au départ, la Banque mondiale a principalement financé de grands projets d'infrastructures (centrales électriques, autoroutes, aéroports, etc.). Avec le rattrapage économique du Japon et de l'Europe, la Banque mondiale s'est intéressée exclusivement aux pays en développement. Depuis les [années 1990](#), elle finance aussi les pays postcommunistes.

L'appellation *Groupe de la Banque mondiale* désigne depuis juin 2007 cinq institutions^[3] :

- la plus importante est la [Banque internationale pour la reconstruction et le développement](#) (BIRD), son fonctionnement est assuré par le versement d'une cotisation réglée par les États membres,
- l'[Association internationale de développement](#) (AID), fondée en [1960](#), ses prêts sont réservés aux pays les moins développés,

- la [Société financière internationale](#) (SFI), fondée en [1956](#), pour financer les prêts et les investissements réalisés par les entreprises dans les pays à risque,
- le [Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements](#) (CIRDI), fondé en [1966](#),
- l'[Agence multilatérale de garantie des investissements](#) (AMGI), fondée en [1988](#), pour la sécurisation des prêts.

Les objectifs de la Banque mondiale ont évolué au cours des années. Elle a récemment mis l'accent sur la réduction de la pauvreté, en délaissant l'objectif unique de [croissance économique](#). Elle favorise aussi la création des très petites entreprises. Elle a soutenu l'idée que l'eau potable, l'éducation et le [développement durable](#) sont des facteurs essentiels à la croissance économique, et a commencé à investir massivement dans de tels projets. En réponse aux critiques, la Banque mondiale a adopté une série de politiques en faveur de la sauvegarde de l'environnement et du social, visant à s'assurer que leurs projets n'aggravaient pas le sort des populations des pays aidés. En dépit de ces politiques, les projets de la Banque mondiale sont souvent critiqués par les [organisations non gouvernementales](#) (ONG) pour ne pas lutter efficacement contre la pauvreté, et négliger les aspects sociaux et environnementaux.

Selon la charte fondatrice, les prêts sont versés en fonction de considérations purement économiques, le régime politique du pays bénéficiaire n'étant pas pris en compte. Ce dernier point a cependant évolué depuis les [années 2000](#), notamment grâce à l'influence de l'administration Bush: « L'idée selon laquelle des aides ne devraient être accordées à un pays en difficulté que sous certaines conditions relatives à l'utilisation de cette aide (en termes de bonne gestion, mais aussi de respect des droits de l'homme, par exemple) est maintenant largement admise^[4]. »

La BIRD compte actuellement 187 pays membres^[5]. Chaque année, elle publie un *Rapport sur le développement dans le monde* chargé de rendre compte des résultats obtenus.

En février 2009, un rapport d'audit interne a indiqué que des employés de la banque avaient autorisé l'injection de fonds dans un projet immobilier en [Albanie](#), mais que les informations qu'ils avaient utilisées étaient incomplètes ou

sciemment faussées. Ce rapport a mis à jour différentes procédures fautives de la banque^[6].

Rôles

Son action est aujourd'hui principalement orientée vers les [pays en voie de développement](#) (PVD), et en particulier les [pays les moins avancés](#) (PMA), sur des axes comme l'[éducation](#), l'[agriculture](#), l'industrie, la santé, ...

Elle accorde des prêts à des taux préférentiels à ses pays membres en difficulté. En contrepartie, elle réclame que des dispositions politiques (appelées « politiques d'[ajustement structurel](#) ») soient prises pour, par exemple, limiter la [corruption](#), maintenir un équilibre budgétaire ou faciliter l'émergence d'une [démocratie](#).

En plus des prêts accordés, elle finance également (directement ou indirectement) des projets d'[ONG](#), et conduit de nombreuses recherches en rapport avec le développement de chaque pays. Ainsi, c'est la Banque mondiale qui mesure l'[Indicateur de développement humain](#) (IDH) dans différents pays et zones géographiques, ou qui conduit avec l'[Unicef](#) des études thématiques sur l'[eau](#) et l'[assainissement](#).

Fonctionnement de l'IDA[[modifier](#)]

La Banque mondiale compte environ 10 000 employés dont environ la moitié travaillent sur des projets de l'IDA. Elle fonctionne en cycles triennaux (campagnes de trois ans) et distribue ses fonds sous forme de dons à hauteur de 20 %, le reste prenant la forme de prêts sans [intérêt](#), mais avec une [commission](#) de 0,75 %^[7]. Pour le cycle 2005-2008, la Banque mondiale a versé 17,7 milliards de dollars (soit 12,2 milliards d'euros) aux [pays en développement](#)^[7]. Les bailleurs de fonds les plus importants étaient les [États-Unis](#) (13,8 % du total), le [Royaume-Uni](#) (13,2 %), le [Japon](#) (12,2 %), l'[Allemagne](#) (8 %) et la [France](#) (7,1 %)^[7]. Le cycle 2008-2011, le 15^e, baptisé « IDA 15 » doit verser 41,6 milliards de dollars (soit 28,8 milliards d'euros)^[7]. Pour la première fois, la [Chine](#) est devenue contributeur, et le Royaume-Uni est passé devant les États-Unis comme premier

baillieur de fonds. L'argent doit permettre de construire de nouvelles infrastructures (routes, égouts, réseaux électriques, écoles) ou encore financer des opérations de [microcrédit](#).

Les prêts s'adressent aux pays dont le [PIB](#)/hab. est inférieur à 1 085 dollars. Pour le cycle IDA 14, les cinq premiers emprunteurs étaient l'[Inde](#), le [Pakistan](#), le [Nigeria](#), le [Viêt Nam](#) et l'[Éthiopie](#). Au total, en 2008, 45 États sont donateurs (dont la Chine et l'Afrique du Sud) alors que 80 États peuvent emprunter des fonds à l'Association Internationale de Développement.

Présidence

Selon une règle tacite, le directeur du [FMI](#) est désigné par les gouverneurs européens alors que le président de la Banque mondiale est désigné par le gouvernement américain, les États-Unis étant le principal actionnaire de la Banque mondiale. Il est élu pour un mandat de 5 ans, renouvelable, par le conseil d'administration.

Le 23 mars 2012, [Jim Yong Kim](#) a été désigné président de la Banque mondiale. Il a pris ses fonctions le 1^{er} juillet 2012, succédant à [Robert Zoellick](#). Critiques[[modifier](#)]



Protestation contre la Banque mondiale à [Jakarta](#) en [Indonésie](#) en [2004](#).

L'action de la Banque mondiale est souvent critiquée, cependant pour deux raisons opposées. D'une part, les gouvernements en place rebutent à prendre des mesures anti-corruption et à organiser de véritables élections. D'autre part, les [mouvements altermondialistes](#) accusent la Banque Mondiale de répondre davantage aux exigences des multinationales qu'à celles des populations locales.

« Des crises de légitimité engendrent des projets de réforme, tant à l'ONU qu'au [Fonds monétaire international](#) et à la Banque mondiale. Elles ont pour point commun une demande de transparence et de démocratie, d'une part, et une remise en cause des finalités et des modes d'intervention de ces organisations, d'autre part. »^[4]

Influence des États-Unis[\[modifier\]](#)

Beaucoup considèrent la Banque mondiale comme étant sous l'influence politique des [États-Unis](#), entre autres à cause de la règle tacite qui donne au gouvernement américain le choix du président de l'Institution, alors que les Européens bénéficient réciproquement de la présidence du FMI. [Joseph Stiglitz](#) a reproché aux pays européens de se satisfaire de cette répartition et donc d'être responsables indirectement de la mauvaise période traversée par la Banque mondiale^[9].

Annnonce sans suite du retrait du Venezuela[\[modifier\]](#)

Le [1^{er} mai 2007](#), le président du [Venezuela](#), [Hugo Chavez](#) a annoncé son intention de retirer son pays de la Banque mondiale et du [Fonds monétaire international](#)^[10] avec ces mots: « Il vaut mieux que nous en sortions avant qu'on nous ait pillés » et après avoir procédé en [2006](#) au remboursement total de la dette extérieure vénézuélienne. Au 15 avril 2011, ce retrait n'est pas effectif^[11].

Affaire Wolfowitz

Héros de la lutte anticorruption dans les [pays en développement](#), [Paul Wolfowitz](#) a été impliqué dans une affaire de favoritisme au sein de la Banque mondiale concernant [Shaha Riza](#), une collaboratrice avec qui il entretenait une liaison, et a

dû démissionner en juin 2007, deux ans après sa nomination.

Nomination de Robert Zoellick

[Joseph Stiglitz](#), [Prix Nobel d'économie](#) et ancien responsable de la Banque mondiale, estime que la nomination de [Robert Zoellick](#) « est dans la continuité de celle de Paul Wolfowitz, dont le mandat aurait été « une catastrophe » »^[12].

[Pascal Lamy](#) souligne cependant « son talent d'artisan du consensus et sa capacité de tendre la main aux pays en développement »^[13].

Zoellick est considéré comme plus terre à terre que son prédécesseur, conservateur mais pas [néo-conservateur](#)^[13], et un fervent partisan de l'ouverture des marchés. Il demeure « la bête noire » des altermondialistes^l

source : wikipedia.fr